

Calais 24 novembre 2021 : 31 espoirs noyés.

Le 24 novembre 2021, aux environs de 14h, un navire de pêche aperçoit des dizaines de corps flotter dans les eaux glacées de la Manche. Un à un, les corps sont repêchés sans vie. Au moins 27 personnes sont mortes noyées, quatre sont toujours portées disparues et deux ont survécu. Il y a un an est survenu l'accident le plus meurtrier à la frontière franco-britannique depuis que les corps sans vie de 39 personnes exilées vietnamiennes ont été retrouvées dans un camion en 2019.

Kazhal, Hadiya, Maryam et tous les autres avaient quitté les côtes françaises sur une embarcation pneumatique la veille autour de 22h. Fuyant les conflits et la misère, toutes et tous avaient l'espoir d'atteindre l'Angleterre saine et sauve. Certains pour y retrouver leur famille, leur fiancé, d'autres pour fuir les conditions d'accueil en Europe et beaucoup pour espérer y travailler afin de soutenir leur famille restée derrière. Face à l'impossibilité d'une traversée sûre, Mhabad, Rezhwan, Mohammed et les autres se sont tournés vers les réseaux de passage illégaux.

Aux alentours de 2h du matin, dans la nuit noire, l'embarcation commence à prendre l'eau. Malgré les cris au secours et les appels aux gardes-côtes français et britanniques, ce jour-là, personne n'est venu les aider. Ils et elles sont morts noyés dans une eau gelée.

« On s'est tous tenus les mains jusqu'au bout » raconte Mohammed, rescapé.

Pshtiwan, Shakar, Fikiru et les autres venaient d'Afghanistan, d'Erythrée, d'Éthiopie, d'Irak, d'Iran, d'Égypte, de Somalie ou du Vietnam. Ces personnes avaient traversé des montagnes, des déserts, des mers, traversé la violence, la soif et la faim, elles avaient parcouru entre 3 000 et 10 000 km pendant des mois et des années pour en arriver là, sur le littoral français, sous une tente, un sac vide sur le dos, à 33 km de leur objectif. Twana, Mubin et les autres avaient entre 6 et 59 ans, et avaient quitté leurs parents, leurs sœurs, leurs frères et leurs amis pour en arriver là.

Les réactions politiques s'enchaînent : « La France ne laissera pas la Manche devenir un cimetière », lance Emmanuel Macron au lendemain du naufrage. Il est trop tard.

Le 28 novembre, 4 ministres de l'Intérieur européens se réunissent en urgence à Calais à la demande de Gérald Darmanin pour, selon lui, "une réunion consacrée à la lutte contre l'immigration clandestine et les réseaux de passeurs".

Depuis ce jour-là, il y a eu 958 expulsions de campements sur le littoral Nord, des centaines de tentes confisquées, plusieurs milliers de policiers et gendarmes mobilisés, un avion de Frontex déployé, pour dissuader et éloigner. Depuis ce jour-là, des tranchées ont été creusées, des arbres coupés et des centaines de rochers ont été disséminés pour éviter l'installation de campements et entraver le travail des associations.

Depuis ce jour-là, près de 42 000 (41 738) personnes ont traversé la Manche dans des embarcations de fortune selon le Ministère de la Défense Britannique. Ce sont des milliers de personnes qui se lancent dans des embarcations de fortune et autant qui ont dû survivre dans les campements informels du littoral français, sans eau, sans électricité, sans droits. Depuis ce jour-là, 6 259 personnes ont été secourues en mer, selon la préfecture maritime, puis, pour la grande majorité, abandonnées sur les côtes françaises, trempées et traumatisées, 6 personnes sont décédées à la frontière, dont 3 se seraient suicidées.

« Chaque matin à Calais, il y a une nouvelle épreuve. Nous vivons en sachant que nos amis qui sont avec nous aujourd'hui ne seront peut-être plus avec nous demain. La mort est dans nos yeux, la peur et l'anxiété ne quittent pas nos esprits », avaient témoigné les amis de Yasser suite à son décès le 28 septembre 2021, renversé par un camion.

Comme l'indique le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les migrations de 2021, 85% du budget de l'État à la frontière franco-britannique en 2020 était alloué à la répression des personnes en situation de migration. Soit 100 millions d'euros utilisés pour expulser, empêcher, harceler. .

Face à ces réalités, les politiques menées sont violentes et absurdes.

Après les milliers d'articles à travers le monde, les heures de conférences de presse et de plateaux télévisés à pointer les conséquences des réseaux de passage sans jamais en évoquer les causes, le monde a aujourd'hui détourné son regard de ce naufrage, laissant inlassablement la situation perdurer.

Pour nous, associations, collectifs, artistes, chercheur.se.s, familles de victimes, au nom du droit et de nos valeurs, il est impensable de laisser continuer cette situation sans rien faire.

Tous les moyens nécessaires doivent être mis en œuvre afin d'ouvrir des voies de passages sûres à celles et ceux qui le souhaitent et d'accueillir dignement l'ensemble des personnes présentes sur le territoire français. L'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine nous l'aura prouvé, des solutions existent.

En mémoire à ces 31 femmes, hommes et enfants, et au 324 autres personnes ayant perdu la vie à cette frontière depuis 1999, les gouvernements français et britanniques se doivent d'ouvrir les yeux. Leur entêtement à ne pas trouver de réponses respectueuses des droits humains à leurs frontières a conduit à ces drames et en entraînera d'autres. Les Etats doivent admettre l'existence d'une crise humanitaire et politique à laquelle il faut mettre fin. Les familles des victimes et la société civile demandent à ce que lumière et justice soient faites sur le naufrage du 24 novembre 2021.

Honorons nos morts et construisons l'accueil.